



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



RAPPORT FINAL- RESUME

Etude de base du bureau Food For Peace pour le projet de développement de la sécurité alimentaire au Mali

Mai 2017

La présente publication est élaborée par ICF à l'intention de l'Agence des Etats Unis pour le développement international (USAID)

ETUDE DE BASE DU BUREAU FOOD FOR PEACE POUR LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU MALI

Mai 2017

Contract #: AID-OAA-M-15-00022

[DEC CATALOGUE NUMBER, IF REQUESTED]

Crédit photo : Les femmes lavent des vêtements dans le fleuve Niger, près de Mopti, au Mali.
© 2001 Sara A. Holtz, gracieuseté de Photoshare.

DISCLAIMER

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ou le gouvernement des États-Unis.

RESUME ANALYTIQUE

APERCU DE L'ETUDE PRELIMINAIRE

Au cours de l'année 2015, CARE International a obtenu auprès du Bureau 'Alimentation pour la paix (FFP)' de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) un contrat pour l'exécution au Mali d'un projet d'aide alimentaire au développement. Le projet intitulé Capital Humain, Responsabilisation et Résilience, Sécurité nutritionnelle, Moyens de subsistance diversifiés et Autonomisation (HARANDE) est mis en œuvre par CARE International et ses partenaires: Save the Children; Helen Keller International, *Yam Giribolo Tumo* (Organisation pour la Promotion de la Femme); Sahel-Eco et le Groupe de recherches et applications techniques.

L'objectif du projet HARANDE - qui signifie sécurité alimentaire en langue Peulh - est de fournir, d'ici 2020, l'accès à la sécurité alimentaire, nutritionnelle et économique durable pour les 310 855 membres des ménages vulnérables dans quatre districts (Bandiagara, Douentza, Tenenkou et Youwarou) de la région de Mopti au Mali. A cet égard, en 2016, FFP a chargé ICF International de la conduite d'une étude préliminaire du Projet HARANDE comme première phase d'un cycle de pré et post évaluation. La deuxième phase qui suivra après une période d'environ cinq ans comprendra une évaluation finale. L'étude préliminaire reposera à la fois sur une enquête représentative des ménages en vue de collecter des données qui alimenteront les indicateurs clés de FFP et une étude qualitative pour donner un contexte, une richesse et une profondeur aux résultats de l'enquête.

L'échantillon de l'enquête sur les ménages a été sélectionné selon une approche d'échantillonnage en grappes à plusieurs degrés pour être statistiquement représentatif de la zone du projet HARANDE. Le questionnaire de l'enquête a été élaboré au moyen d'une série de consultations avec le Bureau FFP, le projet d'assistance technique alimentaire et nutritionnelle, CARE international et ses partenaires, et l'USAID / Mali. ICF a organisé des séances de formation, de pré-test et de test pilote afin de tester le questionnaire et de préparer l'équipe de collecte de données.

Un travail de terrain a été effectué pendant cinq semaines, du 3 mai au 5 juin 2016. Au cours de cette période, des entretiens ont été réalisés auprès de 2 162 ménages, avec un taux de réponse de 95,4%. L'étude qualitative a été également élaborée et réalisée en même temps que l'enquête sur les ménages. L'étude qualitative portait sur 13 discussions de groupes, 9 entretiens au niveau du programme et 28

entretiens de ménages. Les données ont été collectées du 4 au 17 mai 2016, dans deux communes de chacun des quatre districts de la zone du Projet HARANDE.

RESULTATS CLES

Le rapport suit est un résumé des caractéristiques de la population étudiée et des estimations des indicateurs de base sur la sécurité alimentaire; la pauvreté; les pratiques en matière d'eau, assainissement et hygiène; l'agriculture; la santé et nutrition des femmes et des enfants; le genre et la résilience. Sur la base des principales conclusions, ICF a proposé des recommandations pouvant servir pour le ciblage et la conception de programmes.

Caractéristiques de la population étudiée: la zone du projet compte une population d'environ 325 357 personnes et 50 014 ménages, parmi lesquelles 20% d'enfants de moins de 5 ans et 48% d'adultes (15 ans ou plus). Les femmes en âge de procréation représentent plus d'un tiers de cette population (39,4%) et près des deux tiers ont eu une naissance vivante au cours des 5 dernières années. Le ménage moyen comprend 6,5 membres et chaque ménage compte en moyenne 3,2 adultes. Environ les trois quarts de l'ensemble des ménages ont des enfants de moins de 5 ans. La majorité des ménages (90,7%) comportent au moins un homme adulte et une femme adulte et les caractéristiques sociodémographiques des chefs de ménage ne varient pas beaucoup: environ 90% des ménages sont dirigés par des hommes et près de 90% de l'ensemble des chefs de famille n'ont pas été scolarisés.

La zone du projet englobe une diversité de groupes ethniques: 31% des chefs de ménage sont Peuhl, 31% sont Dogon et 14% sont Bozo. Le quart restant des chefs de manages appartiennent à divers groupes ethniques, dont les Bambara, les Sarakole, les Songhay, les Touareg et autres. Les Peuhl, également connus sous le nom de Fulani, sont principalement des éleveurs.

La faim et la diversité alimentaire dans les ménages:

Au total, 7% des ménages ont déclaré souffrir de faim modérée ou grave. Cette constatation contraste nettement avec les estimations de base du Bureau FFP sur la pauvreté, la nutrition et la santé des enfants dans la zone du projet, montrant ainsi un état d'insécurité alimentaire chronique. Partant du fait que la mesure est basée sur l'auto-perception et que les données ont été recueillies à la fin de la période de récolte du riz, un aliment qui est couramment consommé, cette mesure est susceptible de sous-estimer l'importance de l'insécurité alimentaire.

Le score moyen de la diversité alimentaire des ménages (6,7 sur 12 groupes alimentaires) montre un accès modéré aux aliments. Les résultats de l'étude qualitative confirment que la plupart des ménages

consomment généralement trois repas par jour. Cependant, ils dépendent fortement des céréales, ce qui est probablement dû à la collecte de données coïncidant avec la fin de la période de récolte du riz. Plus de la moitié des ménages consomment des fruits et des légumes. La consommation de la viande ou de la volaille est relativement faible mais compensée par la consommation du poisson. Les lacs, les lits des cours d'eau et les mares, que les participants ont appelés «eaux stagnantes», ont été identifiés comme lieux spécifiques de pêche de subsistance dans la région, où les communautés de pêcheurs et de pêcheuses, et souvent des familles entières sont activement impliquées dans la capture du poisson. Les divergences ethniques relevées dans les modes de consommation alimentaire sont particulièrement liées à la zone écologique dans laquelle évoluent ces groupes de populations.

Niveau de pauvreté:

Les dépenses moyennes liées à la consommation quotidienne par habitant dans la zone du projet s'élèvent à 1,83 \$ (selon le taux constant du dollar de 2010). Considérant le seuil international de pauvreté de 1,90 \$ et la parité de pouvoir d'achat de 2011, 60,1% des ménages de la zone du projet vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les dépenses alimentaires représentent la plus grande part de la consommation des ménages (69,4%) et ne varient pas selon le type de ménage.

En effet, les dépenses quotidiennes de consommation par habitant, le niveau de pauvreté et la profondeur moyenne de la pauvreté varient selon le district, la zone écologique et le lieu (urbain ou rural). Les résultats de l'étude qualitative mettent en relief la saisonnalité de certains travaux et la pratique de travaux non agricoles et montrent soulignent également que ces travaux notamment le travail manuel, génèrent rarement de revenus suffisants, ce qui peut expliquer en partie le manque de corrélation entre les activités de subsistance et les dépenses quotidiennes de consommation par habitant.

Pratiques du système d'Eau, Assainissement et Hygiène (WASH) par les ménages

Un peu plus du tiers des ménages de la zone du projet (35,8%) utilisent une source d'eau améliorée et 16,4% des ménages utilisent adéquatement les technologies de traitement d'eau. Environ 1 ménage sur 10 (13,5 pour cent) utilisent des toilettes améliorées et près des deux cinquièmes pratiquent la défécation en plein air (41,2 pour cent).

Les participants à l'étude qualitative ont indiqué que les mauvaises pratiques d'assainissement s'expliquaient particulièrement par la difficulté de creuser les fosses septiques, de les vider et le manque de choix. Seulement 1,7% des ménages de la zone du projet disposent d'une station de lavage des mains avec eau et savon ou autre agent nettoyant. Certains participants à l'étude qualitative ont indiqué avoir compris l'importance du lavage des mains mais ne connaissent pas les moments propices d'y procéder. Au nombre des contraintes qui freinent la pratique efficace de lavage des mains, on note le coût élevé du savon.

Agriculture

Les produits les plus cultivés sont le mil, le riz, le sorgho, les haricots, les arachides, le gombo, les oignons et les échalotes. Le choix des produits à cultiver dépend de la zone écologique. Les agriculteurs vivants dans les zones sèches sont plus aptes à produire du mil, du sorgho, des oignons, des échalotes, des haricots, du fonio et des arachides tandis que les agriculteurs des zones humides ont plus tendance à produire du riz et des légumes. Un peu plus du quart des cultivateurs ont fait appel à un service financier en particulier l'emprunt, l'épargne ou l'assurance agricole. Les agriculteurs (hommes) sont plus disposés à utiliser des services financiers que les agricultrices (femmes). Environ la moitié des producteurs pratiquent au moins une activité de chaîne de valeur et un système de stockage amélioré, tandis que près de deux tiers utilisent au moins trois pratiques agricoles durables. Le développement de ces dernières est envisagé par le projet HARANDE. Comparés aux agriculteurs qui n'ont accès à aucun type de services financiers, les agriculteurs qui ont utilisé un service financier ont présenté les avantages suivants: (1) plus aptes à pratiquer une activité de chaîne de valeur, (2) plus disposés à utiliser au moins deux pratiques de cultures durables, (3) plus disposés à utiliser au moins deux pratiques de gestion des ressources naturelles (GRN), et (4) plus disposés à pratiquer au moins un système de stockage améliorée. La pratique agricole la plus utilisée (fumier) exige beaucoup de main-d'œuvre, et la pratique GRN la plus courante (utilisation de petites digues) nécessite beaucoup de temps. Bien que les données de l'enquête montrent que certaines pratiques utilisées par les agriculteurs favorisent la réduction des impacts des changements climatiques, les résultats qualitatifs ont ressorti que les agriculteurs n'étaient forcément conscients que ces pratiques agricoles pouvaient être utilisées pour lutter contre les changements climatiques. En réalité, les agriculteurs (hommes) sont plus disposés que les agricultrices (femmes) pour utiliser des pratiques telles que la pratique à valeur ajoutée, la pratique agricole durable, la pratique d'élevage durable, la pratique GRN ou la pratique de stockage améliorée. La plupart des pratiques culturelles que les agriculteurs sont plus susceptibles d'exploiter, comparés aux femmes nécessitent beaucoup d'intrants ou de technologies notamment les semences améliorées, l'irrigation ou les arroseurs. Les résultats de l'étude qualitative ont ressorti que les hommes sont propriétaires terriens et d'équipements. Les responsabilités ménagères sont un autre facteur qui mine la capacité des agricultrices à tirer profit des opportunités qui favorisent la productivité agricole ou génèrent plus de revenus.

Santé et nutrition des femmes et des enfants

Il ressort que 12% des femmes de la zone du projet présentent une insuffisance pondérale tandis que 16% sont en surpoids et 1% sont obèses. Les deux tiers des femmes en âge de procréer ont un indice de masse corporelle jugé normal (IMC), mais seulement 45,2% de femmes répondent aux exigences

minimales d'alimentation nutritive, qui est définie comme une consommation parmi les 10 groupes alimentaires de 5 ou plus.

Dans le régime alimentaire moyen des femmes, on note une forte absence de noix et de graines, de produits laitiers et d'œufs. La plupart des femmes consomment des céréales, des racines et des tubercules qui permettent un rassasiement mais favorisent le surpoids et l'obésité. L'IMC, l'insuffisance pondérale et la diversité alimentaire minimale chez les femmes (MDD-W) ne varient pas en fonction de la zone écologique. Les participants à l'étude qualitative ont montré une compréhension limitée des régimes alimentaires sains.

Selon les participants qui ont compris les avantages d'un régime alimentaire diversifié, le manque de ressources est la principale raison qui empêche sa pratique. Dans la zone du projet, 28,1% des femmes qui ont accouchées au cours des cinq dernières années ont effectué au moins quatre visites de consultation prénatale (CAN), tel que recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le taux de contraception est assez faible dans la zone du projet (6,1%). Les résultats de l'étude qualitative montrent que les femmes ont une bonne compréhension des avantages de la planification familiale. Mais selon certains participants, les normes sexo-spécifiques traditionnelles obligent les femmes à rechercher le consentement des conjoints pour se faire consulter au niveau des centres de santé ou utiliser la contraception. Environ le tiers des enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance tandis que plus du quart présentent une insuffisance pondérale et plus de 1 sur 10 montrent des signes de malnutrition. Il est à noter que, selon le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, un taux global de malnutrition aiguë compris entre 10 et 14 % est considéré comme un grave problème de santé publique qui justifie une réponse immédiate (UNHCR, n.d.).

La prévalence de la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans est relativement élevée (23%), et la thérapie de réhydratation orale n'a été utilisée que pour traiter seulement 16.2% des enfants atteints de diarrhée. Les impacts de mauvaises pratiques WASH dans les ménages sur la santé et la nutrition des enfants se reflètent particulièrement par les taux élevés de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone du projet, ainsi que la prévalence de l'insuffisance pondérale, du retard de croissance et de malnutrition. Les enfants vivant dans des ménages dotés de toilettes améliorées ont un taux de diarrhée plus faible (18,4%) que les enfants vivant dans des ménages ne disposant pas de ces facilités (81,6%). Les enfants vivant dans des ménages disposant d'une source d'eau améliorée ont 26% moins de chance de souffrir d'insuffisance pondérale. Les enfants vivant dans des ménages dotés d'installations sanitaires améliorées sont à 23% moins susceptibles d'être sous-pondérés. Les enfants vivant dans les ménages disposant d'une station de lavage des mains avec eau et savon ou autre agent nettoyant sont à 51% moins susceptibles

d'être sous-pondérés et à 45% d'être en retard de croissance que les enfants vivant dans des ménages dépourvus de station de lavage des mains avec eau et savon ou autre agent nettoyant.

Au total, 18% des enfants de 6 - 23 mois ont reçu un régime minimum acceptable (MAD). Les enfants vivant dans des ménages ayant un score plus élevé de diversité diététique domestique (HDDS), symbole du statut socioéconomique, sont plus disposés à recevoir un MAD. Un MAD est basé à la fois sur la diversité alimentaire et la fréquence des repas, et la faiblesse d'un MAD peut être due au manque de disponibilité d'aliments diversifiés et à l'alimentation occasionnelle.

Outre les mesures d'appui qui améliorent la sécurité alimentaire globale des ménages, le problème de la faiblesse d'un MAD peut être réglé par l'amélioration de la compréhension des parents (mères et pères) de la fréquence à laquelle il conviendrait de nourrir les enfants et de la quantité de nourriture nécessaire pour les nourrir. Les enfants allaités de 6 - 8 mois sont les moins susceptibles de réaliser un MAD, montrant ainsi une méconnaissance de la période de transition de l'allaitement maternel à l'alimentation complémentaire. L'allaitement exclusif des nourrissons de moins de 6 mois est généralement faible (16,7%) et plus de la moitié des enfants de moins de 6 mois reçoivent de l'eau ordinaire en plus du lait maternel. L'alimentation complémentaire telle que recommandée par l'OMS pour les nourrissons de 6 mois est assez pratiquée: 6,4% des nourrissons de moins de 2 mois reçoivent des aliments complémentaires, 12% des nourrissons de 2 à 3 mois reçoivent des aliments complémentaires et 18,6% des nourrissons de 4 à 5 mois reçoivent des aliments complémentaires. Les résultats de l'étude qualitative ont ressorti une compréhension globale de l'importance de l'allaitement maternel ainsi que sa pratique, mais la définition de ce que peut être l'allaitement maternel exclusif n'est pas encore bien maîtrisé.

L'importance d'une amélioration de l'alimentation, de la nutrition et de la sécurité du revenu au niveau des ménages comme moyen d'améliorer la santé et la nutrition des femmes et des enfants a été soulignée par de nombreux résultats de l'étude préliminaire. Les femmes vivant dans des ménages qui utilisent au moins un type de service financier sont à 35% plus disposées à réaliser un MDD-W même après vérification de l'utilisation des pratiques agricoles durables, des activités de la chaîne de valeur, des méthodes de stockage améliorées, du type et du nombre des activités de subsistance des ménages, des dépenses quotidiennes par habitant, de la composition du ménage et des caractéristiques propres à la femme. Les enfants vivant dans les ménages qui pratiquent au moins une activité de la chaîne de valeur sont deux fois plus susceptibles de réaliser un MAD, comparés aux enfants vivant dans des ménages ne pratiquant aucune activité de la chaîne de valeur, même après vérification d'autres facteurs qui influencent la nutrition des enfants. Les résultats divers montrent également une corrélation positive entre le MAD

chez les enfants et la vente et production de produits agricoles après vérification d'autres facteurs qui peuvent également influencer la nutrition des enfants.

Le genre

L'agriculture est un moyen de subsistance essentiel pour les femmes et les hommes, mais les femmes sont moins aptes à s'engager dans un travail rémunéré que les hommes. Il n'est pas habituel pour les couples mariés de prendre des décisions conjointes. Les hommes décident souvent seuls car la tradition leur reconnaît ce droit et d'avoir le dernier mot. La plupart des hommes prennent des décisions seuls sur la santé de leurs enfants et de leurs conjointes, sans aucune consultation de ces dernières. Un nombre considérable de femmes (71,1%) n'ont jamais été consultées sur la santé et la nutrition de leurs enfants.

Toutefois, il est culturellement acceptable que les femmes décident sans consultation aucune de la façon de dépenser leurs propres revenus, ce qui est un reflet de la croyance traditionnelle que l'homme est le pourvoyeur dans le ménage et que le bien de la femme n'est qu'accessoire. Lorsque des décisions relatives aux revenus auto-gagnés sont prises conjointement, l'idée vient généralement de la femme qui implique le mari et non l'inverse. Bien que plus de deux tiers des femmes ayant un revenu décident seules de la façon de le dépenser, près d'un quart des femmes ayant un travail rémunéré n'ont aucun contrôle de la façon dont leur argent est dépensé, comparés aux hommes qui ont un revenu et qui décident habituellement seuls de la façon de le dépenser. Environ 6% des femmes décident avec leurs conjoints de la façon de dépenser leur propre revenu et 0,6% des femmes décident avec quelqu'un d'autre.

Réception et Satisfaction vis-à-vis des pourvoyeurs de services communautaires

Près des deux tiers des personnes de la zone du projet ont eu accès à un ou plusieurs pourvoyeurs de services de sécurité alimentaire, d'agriculture, de santé, de nutrition ou de sécurité du revenu. Les individus ayant eu accès à ces services sont en général satisfaits des services reçus. D'une manière générale, on ne note aucune différence pour les femmes et les hommes dans l'utilisation ou la satisfaction vis-à-vis des pourvoyeurs de services, à l'exception des services liés à la sécurité alimentaire et à l'agriculture.

Les femmes étaient à environ 23% moins aptes à faire appel aux pourvoyeurs de services agricoles ou de sécurité alimentaire et 40% moins disposées à être satisfaites des services. Ainsi, une analyse plus approfondie s'avère nécessaire pour identifier les contraintes liées à l'accès à ces services en général et en particulier pour les femmes. Les résultats de l'étude qualitative ont montré que les restrictions culturelles sur la mobilité des femmes et les normes sexo-spécifiques obligent les femmes à rechercher le consentement des conjoints tout acte tel que se faire consulter dans un centre de santé ou utiliser la

planification familiale, sont également des déterminants pour l'accès aux pourvoyeurs des services agricoles et de sécurité alimentaire par les femmes.

Résilience

Environ 70% des ménages de la zone du projet ont connu au moins un choc dans l'année précédant l'enquête. Près des deux tiers des ménages ont subi des chocs liés aux catastrophes naturelles. Les ménages de la zone du projet montrent une capacité modérée de résilience aux chocs (indice de capacité de résilience = 47,5, échelle 0-100). Ils présentent des capacités d'absorption modérées (46.4) et adaptatives (42.5), mais leur capacité de transformation est toujours inférieure à 29.5. Les ménages qui ont des capacités de résilience plus élevées sont plus susceptibles d'avoir un HDDS élevé et une faible probabilité d'être pauvres. Pour la plupart des ménages, la principale source de revenus est l'agriculture, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux impacts des catastrophes naturelles. La moitié des ménages ne comptent que sur une ou deux activités de subsistance. Cependant, le nombre d'activités n'est pas corrélé à l'augmentation des dépenses quotidiennes de consommation par habitant, ce qui montre que l'accroissement du nombre d'activités de subsistance pratiquées par les ménages à lui seul ne peut améliorer la situation de ces ménages à moins que ces activités ne produisent suffisamment de revenus et ne soient sensiblement différentes en termes de saisonnalité ou de vulnérabilité aux chocs. Environ un quart des ménages sont impliqués dans la production et la vente de poissons et d'autres produits (semis, semences, aliments pour animaux, bois de chauffage, charbon de bois, poteaux, bois et produits sauvages). Ces ménages sont relativement pauvres et en situation d'insécurité alimentaire, et les femmes vivant dans ces ménages sont moins aptes à réaliser un MDD-W. Cela montre que ces activités ne génèrent pas suffisamment de revenus, ce qui a été aussi soulignée par les participants à l'étude qualitative.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Un appui financier et des possibilités de formation sont nécessaires pour améliorer l'utilisation des pratiques de la chaîne de valeur et acquérir des intrants favorisant la productivité. Il est également nécessaire d'améliorer la compréhension de l'utilité du crédit ou de l'assurance agricole et de promouvoir l'accès au crédit à des taux d'intérêt relativement raisonnables afin de permettre aux agriculteurs d'acquérir des intrants et autres des technologies favorisant de meilleures pratiques de collecte, d'entreposage et de commercialisation. L'amélioration de l'accès aux services financiers pour les producteurs et leur formation sur les pratiques agricoles durables nécessiteront des approches sensibles qui prennent en considération les normes traditionnelles sexo-spécifiques qui obligent les femmes à rechercher l'autorisation du conjoint pour toute absence du foyer. En vue d'aider à réduire les contraintes liées au temps pour les femmes et à engager les hommes et les garçons à divers niveaux, le projet

HARANDE encourage ces derniers à participer aux tâches ménagères et aux responsabilités. En outre, les interventions du programme doivent mettre l'accent sur les méthodes agricoles qui permettent d'économiser le temps de travail et de faciliter la participation à d'autres activités génératrices de revenus.

Dans le cadre de sa stratégie de communication sociale et comportementale (SBCC), le projet doit aussi mettre l'accent sur des éléments tels que: comment améliorer la compréhension des aliments nutritifs; quand faut-il passer aux aliments complémentaires pour les enfants; combien de fois faut-il nourrir les enfants par jour; quels types d'aliments leur administrer en termes de texture- mou, semi-solide, solide- et de diversité; comment poursuivre l'allaitement maternel (c.-à-d. allaiter avant, après ou entre les repas); comment expliquer les liens entre les pratiques WASH et la nutrition; comment expliquer les moments cruciaux de lavage des mains; comment expliquer quand il faut chercher un traitement contre les maladies diarrhéiques; et comment expliquer l'importance des soins préventifs et les différentes étapes pour que les enfants soient vus par un professionnel de la santé.

L'objectif du projet HARANDE est de faciliter un assainissement total dirigé par la communauté en vue de réduire la pratique de la défécation en plein air et de construire ou réhabiliter les installations d'eau potable. La réhabilitation des infrastructures sanitaires s'avère également nécessaire pour réduire de manière significative la prévalence des maladies diarrhéiques, des retards de croissance, des insuffisances pondérales et de la malnutrition.

La formation du personnel de santé devrait inclure une formation aux approches de communication efficaces. L'amélioration de l'accès aux services de base peut améliorer les capacités de transformation des ménages ainsi que leurs capacités de résilience aux chocs. Il est également nécessaire d'identifier les principaux obstacles à l'utilisation des services, ce qui pourrait inclure l'accessibilité, le coût et la confiance, le manque d'informations sur la disponibilité des services ou la méconnaissance des avantages de ces services. Les interventions devraient prendre en considération l'amélioration de l'accès aux filets de sécurité formels et la réduction de la vulnérabilité aux dangers qui affectent les activités agricoles. Les opportunités de travail contre rémunération doivent se focaliser sur les activités non agricoles comme moyen de diversifier les moyens de subsistance.

Les approches de programmation doivent être sensibles aux conséquences négatives et involontaires des interventions visant à améliorer l'égalité entre les sexes, telles que la violence sexiste, les restrictions exagérées sur les mouvements de femmes hors du foyer et l'exclusion des femmes dans les espaces publics ou la prise de décisions au sein du ménage et de la communauté. Une autre approche qui favoriserait la transformation des attitudes sexo-spécifiques serait l'adoption du message SBCC qui met

l'accent sur les avantages sociaux et économiques que présentent pour les ménages la prise décision plus équitable ainsi que l'accès et le contrôle des ressources.